1.300.000 manifestants : le gouvernement est-il aveugle et sourd ?

1.300.000 manifestants aujourd'hui dans tout le pays, plus de 4 heures avant que les derniers manifestants parisiens quittent la place d'Italie, des délégations de syndicats européens présentes en nombre, arrêt total de la production dans certaines entreprises, des sites d'ordures ménagères bloqués, des centaines de milliers de votation pour le retrait du projet de loi recueillies aujourd'hui… Qui a parlé d'essoufflement ?

Ce sont des centaines de milliers de salarié-e-s, privé-e-s d'emplois, retraité-e-s et étudiant-e-s qui, depuis trois mois, luttent pour exiger le retrait du projet de loi travail et pour l'ouverture de véritables négociations pour gagner des droits nouveaux.

Après les pétitions, les manifestations, les grèves (pour certaines reconductibles) et les occupations de lieu de travail, le rejet de cette loi demeure profondément ancré chez les salariés.

A nouveau, la CGT dénonce les violences qui ont émaillé la manifestation.

Depuis 2 semaines, l'intersyndicale opposée à cette loi a débuté une campagne de votation citoyenne sur les lieux de travail et les lieux de vie. **Nous invitons l'ensemble de la population à s'emparer de cette votation et à participer massivement aux journées de mobilisation nationales les 23 et 28 Juin 2016.**

Face à ce rejet massif de la part d'une majorité de salarié-e-s et de l'opinion publique, combien de temps le gouvernement va-t-il rester sourd aux légitimes revendications du monde du travail ? Jusqu'où devrons-nous aller ?

Fort de cette nouvelle mobilisation, **la délégation qui rencontrera la Ministre du Travail vendredi 17 juin portera l'exigence du retrait ;** les points majeurs du blocage étant a minima les 5 articles qui constituent l'ossature du texte.

La CGT portera également nos propositions pour un code du travail du 21ème siècle, porteur de progrès social.

La balle est maintenant dans le camp du gouvernement !

Montreuil, le 14 juin 2016